

T'OKUP!



www.squat.net/ea

Agenda-journal intersticiel de la mouvance anarch@-alternat@-intersquat-féministe-antifa-précaires, etc. (Lôzane et ailleurs)

n° 31 (septembre 2002) *No copyright, la subversion n'est pas à vendre !*

Va falloir faire le ménage...

PRÉSENTATION > Pour une société sans racisme, sans sexisme, sans exploitation des humains et de la nature, le T'Okup! essaie de relater ce qui se passe dans la mouvance anarch@-alternat@-tralala (voir ci-dessus), souvent en reprenant des tracts ou des communiqués écrits par différents groupes, parfois en laissant la place à des textes individuels. Faire passer les infos dans et hors de la "scène", mobiliser, rendre compte des luttes menées, parfois susciter le débat interne, en faisant primer la régularité quitte à être (trop) sommaire. Les anciens numéros sont consultables sur le net.

Contact: c/o Infokiosk, Espace autogéré, av. César-Roux 30, CH-1005 Lausanne

Inscris-toi sur la liste de mail (à partir du site internet) pour être régulièrement informéE des activités de l'Espace autogéré.

AVENUE DE COUR 11-13 MURÉE L'ARROGANCE DES PROPRIÉTAIRES n'a pas de limites

L'avenue de Cour 11-13, c'est cette jolie maison sous-gare aux volets peints qui abritait une soixantaine de personnes en contrat de prêt-à-usage. Le collectif Cour(s) Toujours avait monté un projet de coopérative d'habitation qui n'a pas été retenu. La propriétaire, la société immobilière "Allos H", filiale de l'UBS Found Management, avait un autre projet : transformer ce bâtiment en bon état mais non rentable en appartements haut standing pour bourgeois (voir T'Okup! n° 30). Une douzaine de personnes ont fait opposition, arguant principalement qu'il est inopportun de soustraire à la location des logements bon marchés en période de pénurie. Pourtant, la maison a déjà été évacuée. Récit.

Un ultimatum avait été fixé aux habitantEs de l'avenue de Cour 11-13 pour le 2 septembre. Soucieuse de "respecter ses engagements", l'ALJF a tout fait pour convaincre ses membres de quitter la maison, tandis que le comité se relogait dans une maison à Renens octroyée par un proprio effrayé par les récentes occupations de Morges et de la Cigale. Seulement vu la crise du logement, tout le monde n'a pas trouvé à se reloger : certainEs se sont rabattuEs sur des solutions de fortune, se sont entasséEs dans les maisons existantes ou se sont fait prêter une cave, d'autres avaient décidé de rester à l'avenue de Cour jusqu'au début des travaux. En effet, pour l'instant des oppositions empêchent l'octroi du permis de construire.

Mais le propriétaire a mis les grands moyens pour parvenir à ses fins : guerre de basse intensité avec l'envoi d'ouvriers dans la maison qui ont jeté des effets personnels, coupure d'eau et d'électricité avant la fin d'un nouvel "ultimatum" fixé au 5 septembre, menaces, sécuritas postés devant et dans la maison, courrier bloqué par la poste. Finalement, tous les appartements ont été murés en grande pompe, les ouvriers n'étant pas payés s'ils avaient dû revenir le lendemain pour terminer (belle manière de monter les gens les uns contre les autres...). Autant dire que les travaux ne sont pas prêts de commencer. Cet exemple risque de ne faire qu'allonger la liste des maisons qui vont rester vides alors que sévit la pénurie. On se souvient de la Villa Primerose (pre-

mier espace autogéré), démolie en 1993 et où les travaux ne commencent que maintenant, ou de Marterey, d'abord habitée par l'ALJF, puis rendu inhabitable et vide depuis 3 ans.

Nous dénonçons l'UBS et la gérance Sérimo qui sont prêts à tout pour vider et rendre inutilisable une maison alors que les permis de rénovation ne sont même pas encore accordés. Nous dénonçons que la propriétaire puisse court-circuiter les Services industriels et "faire justice" elle-même en coupant les fournitures alors que la maison est encore partiellement habitée.

Nous exigeons que la ville refuse le permis de transformation sur la base des oppositions, et que si rénovation il y a, des mesures soient prises pour garantir des loyers modérés, sans quoi le programme de législature de la municipalité autour de l'Agenda 21 n'est que du pipeau (oho).

Nous dénonçons la partialité de la presse qui n'a même pas mentionné qu'il y avait des oppositions au projet.

Plus généralement, nous dénonçons la logique économique qui pousse les propriétaires à rénover lourdement des immeubles aux seules fins de pouvoir augmenter les loyers. Que dire aussi de la municipalité, qui par ses démarches pour développer l'olympisme et l'établissement de multinationales à Lausanne (p.ex. siège mondial de Philip Morris, justement à l'avenue de Cour) contribue à la spirale ascendante des

loyers au détriment de la population locale ? Ça ne gêne par ailleurs pas les autorités de parler de politique sociale du logement, tout en envoyant des déploiements massifs de police dans les squats de l'Oasis et de la Cité, ou de tenter de museler les opposantEs au projet du Rôtillon.

Nous dénonçons aussi les gérances qui profitent de la crise pour imposer encore plus leur diktat et humilier les locataires modestes. Le logement est un besoin vital, pas une marchandise.

Rêveuses et rêveurs intransigeantEs, nous ne voulons pas être contraintEs à devoir accepter n'importe quel boulot de merde à n'importe quelles conditions pour avoir accès à un logement, tout comme nous ne voulons pas accepter n'importe quel clapier à lapin minuscule et décentré sous prétexte qu'il faut déjà être contentEs de trouver un logement. Cela n'est pas une vie, après ils s'étonnent qu'il y ait des squatters/euses.

A bas les proprios et le racket légalisé des loyers !

Grève générale (ou pour les timides : autoréduction) des loyers !

*Une fraction de Cour(s)
toujours en exil*



POURQUOI NOUS N'AVONS PAS CAMPÉ À MONTBENON

Mi-juillet, l'Association pour le Logement des Jeunes en Formation (ALJF) organisait un camping de 10 jours dans le parc de Montbenon pour attirer l'attention sur le manque de logements pour ses membres, en lien avec la fin du contrat de l'avenue de Cour 11-13 pour le 31 août.

Souvent sollicités quant à leur non-participation à ce camping, les amiEs de Squat Palace s'expliquent ici.

Le but de cette déclaration n'est pas de déclarer la guerre à l'ALJF. Celle-ci permet à certaines catégories de personnes de trouver un logement relativement moins précaire que le squat. D'autre part, piégée dans un rôle de gérance alternative, l'ALJF doit sans cesse se battre contre le manque de mobilisation de ses membres. Par contre toute la bonne volonté du monde ne doit pas lui éviter les critiques et les réflexions de fond.

► Parce que tant qu'à faire des actions de visibilité, autant camper au Château (conseil d'Etat, lié à la BCV qui possède un certain nombre de maisons vides) ou à Saint-François (pour dénoncer le rôle des banques dans la spirale ascendante des loyers), plutôt que d'aller dans un parc paumé où personne ne nous voit.

► Parce qu'en se profilant par opposition aux squatters/euses plutôt que de poser le problème politique qu'est le droit au logement, l'ALJF a, depuis sa création, fait le jeu de la municipalité en alimentant la distinction entre bons et méchants squatters (la banderole "Nous respectons nos engagements" au camping en est une banale illustration). Pas étonnant dès lors que l'ALJF jouisse d'un fort soutien des autorités, tandis que d'autres doivent faire face à des descentes massives de police sans même qu'il y ait un ordre d'expulsion (squats de l'Oasis et de la Cité).

► Parce qu'en se bornant à un corporatisme étudiant, l'ALJF a revu à la baisse (pour ne pas dire trahi) les revendications du mouvement de la fin des années 80, à savoir des logements accessibles pour toutes et tous (1). Bien qu'ayant depuis assoupli ses critères, l'ALJF suscite l'incompréhension d'une partie de la population, qui, elle-même confrontée à un marché du logement extrêmement tendu, voit à tort ou a raison dans la revendication "Des logements pour les étudiants" un traitement de faveur pour un groupe déjà socialement privilégié qui, après ses études, jouira tendanciellement de meilleurs salaires que la moyenne de la population.

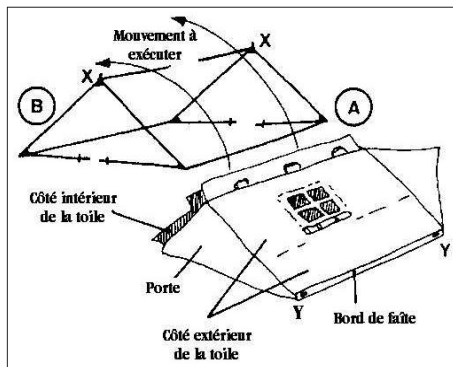
► Parce que malgré son aversion affichée des squats, l'ALJF bénéficie de la peur que ceux-ci provoquent chez les proprios pour obtenir des maisons. Un exemple de circonstance est celui de l'avenue de Cour 11-13. Bien que l'ALJF les demandait depuis longtemps, ce n'est que suite à l'occupation de 2 appartements par les filles de Squat Palace que la plupart des appartements encore vides dans la maison avaient été donnés en "contrat de prêt à usage" (CPU) à l'ALJF.

► Parce qu'au lieu de quémander des maisons, l'ALJF aurait mieux fait de défendre celle qui existait : Cour 11-13, qui constitue un exemple scandaleux de relookage haut standing du quartier sous-gare au détriment d'habitat bon marché. Pourtant un projet durable de rachat et de gestion coopérative avait été lancé par une partie des habitantEs, mais ni l'ALJF, ni la Ville n'ont apporté au projet autre chose qu'un soutien de façade. (2)

► Parce que, prête à tous les compromis pour obtenir une maison (et même avec ça, ça

ne marche guère...), l'ALJF est capable de signer des contrats où elle renonce au droit constitutionnel de faire opposition à une mise à l'enquête. Et que forte de cela, elle a exercé des pressions sur des habitantEs de Cour 11-13 qui avaient signé à titre personnel l'opposition au projet de rénovation.

► Parce que l'ALJF aurait pu revendiquer de rester à Cour 11-13 jusqu'au début des travaux, que le CPU soit prolongé ou pas. Si les oppositions sont acceptées, la maison pourrait rester vide longtemps. Or il serait souhaitable de ne pas voir se reproduire les scénarios de Marterey (ALJF virée, maison rendue inhabitable et toujours vide) ou de Beau-Séjour (maison vide 6 mois avant que les travaux ne commencent).



► Parce que, tout en respectant les membres de base de l'ALJF qui n'ont pas forcément toutes et tous le même avis sur ces questions, et en dénonçant l'agression sauvage dont ses membres ont été victimes à Montbenon de la part du patron du bar voisin (3), nous ne pouvons accepter les élucubrations d'un comité qui fait office de police interne à la solde des proprios. Il est proprement scandaleux de ne pas apporter sa solidarité aux récentes occupations de la Cigale et de Morges ; c'est encore pire de les dénoncer publiquement par voie de presse. Le seul tort de ces (ex-)membres de l'ALJF est d'avoir pris en main leur vie pour régler eux/elles-mêmes de manière directe leurs problèmes, alors que le comité central a montré l'inefficacité de ses démarches en 6 mois de lamentations, de pétitions vides de sens (du genre "Par la présente je soutiens l'ALJF") et d'actions naïves (entretenir le jardin des maisons vides pour que les gentils proprios voient comme on est gentilEs).

► Parce que, même sous prétexte qu'elle était en tractation pour les maisons qui ont été squattées, l'ALJF ne peut pas prétendre au monopole des maisons vides. Ne s'engage-t-elle pas dans une voie dangereuse en poursuivant ses démarches une fois la maison

occupée ? Irait-elle jusqu'à cautionner une expulsion à son profit si les squatteurs/euses ne veulent pas d'une supervision de l'ALJF (d'ailleurs accepterait-elle de signer un contrat pour des personnes qui ne correspondent peut-être pas aux critères d'attribution et aux méthodes de l'ALJF) ?

► Parce que dans le contexte actuel de pénurie et de nouvelle offensive du lobby des propriétaires, plus encore que dans la crise due à la spéculation de la fin des années 80, la résolution de nos problèmes ne viendra pas d'en haut, mais de la lutte et de la construction d'un rapport de force. Pour cela il faut être uniEs tout en respectant les différences, et non faire oeuvre de "jaune" comme l'ALJF a souvent tendance à le faire. Plutôt que de vouloir à tout prix "dialoguer avec les propriétaires", il faudra accepter de débattre avec les membres de base et avec les autres groupes susceptibles de s'engager dans la lutte pour l'accès au logement. Et si les statuts de l'ALJF l'en empêchent, elle devra soit discuter la modification de ses statuts en assemblée générale souveraine, soit assumer son rôle historique d'ersatz de lutte sociale et d'alibi pour ne pas développer une véritable politique de logement social.

L'ALJF préfère-t-elle soigner son image face aux proprios ou face aux gens dans la merde ? Que l'ALJF choisisse son camp !

Le logement des unEs ne doit pas se faire sur le dos de celui des autres. Etudiant/s, ouvrier/s, locataire/s, squatter/s, jeune/s, vieux/s, chômeur/s, immigré/s, c'est la même logique de ségrégation sociale ! Des logements pour toutes et pour tous !

Des conditions de vie décentes ne viennent que rarement du bon vouloir des riches, des proprios et des autorités. Pas besoin d'autorisation pour répondre au besoin légitime de se loger : maison vide = maison à occuper.

Contre la propriété privée et l'escroquerie légale des loyers !

(1) cf. ALJF 10 ans (1999), notamment pp. 21-35. A noter les magouilles de Jean-Jacques Schilt, alors municipal des écoles.

(2) cf. T'Okup' n° 30 (été 2002). Sans entrer dans les détails, il faut retenir le rôle de certains membres bien placés de l'ALJF qui ont torpillé le projet de coopérative en montant en parallèle un pseudo-projet de fondation ? !

(3) Deux tentes écrasées par une voiture et une mâchoire cassée par un coup de poing.

INTERVENTION POLICIÈRE au SQUAT DE LA CITÉ

Mardi 13 août à 6h du matin, une quarantaine de policiers (en civil, en uniforme et en tenue d'intervention) ont fait irruption au 2 rue Charles-Vuillermet, maison occupée depuis plus de deux ans. Après avoir forcé la serrure, les agents ont pénétré dans toutes les pièces et relevé les identités des personnes présentes. Il n'y a pas eu usage de violence mais une caméra a abondamment filmé les lieux et les individus. Le but annoncé de l'opération était de remettre un mandat de comparution émanant du juge d'instruction Auberson. Après avoir remis un mandat à chaque personne contrôlée, les policiers ont quitté les lieux. L'opération a duré une trentaine de minutes.

Depuis plusieurs mois, la situation du logement à Lausanne fait les grands titres des journaux. Il est actuellement quasi impossible, pour une personne à revenu modeste de trouver un logement à Lausanne.

La maison du 2 rue Vuillermet était vide depuis plusieurs années. Après deux ans d'occupation, le propriétaire (Etablissement Cantonal des Assurances), contacté à ce propos en juin 2001, n'a toujours pas avancé de date pour le début des travaux de démolition qu'il compte entreprendre. De fait, cette occupation ne cause aucun dommage au propriétaire.

Les moyens déployés à l'encontre des habitantEs des maisons occupées de l'agglomération lausannoise semblent croître d'autant plus que le nombre de logements disponibles diminue: procédures civiles, pénales, interrogatoires, fichage et plus récemment descentes de police massives comme cela a été le cas récemment à Pully.

Ce durcissement intervient après les récents changements à la municipalité de Lausanne. Est-ce là le reflet d'une volonté politique de criminalisation du squat, à l'heure où plusieurs voix à la municipalité s'illustrent par des discours sécuritaires et des opérations coup de poing ?

Au vu de la situation actuelle, nous trouvons inacceptable de prendre de telles mesures à l'encontre de personnes qui cherchent à faire valoir leur droit fondamental à un logement et à faire vivre des maisons laissées à l'abandon.

Collectif d'habitation la cité enchantée, rue Charles Vuillermet 2, 1005 Lausanne

communiqué de presse -
mardi 13 août 2002



VITE DIT...

Reclaim the Streets à Zurich

30.08.02. Pendant 9 heures (!) un cortège dansant avec bus sono a déambulé dans les rues et les parcs de Zurich, grossissant rapidement en cours de route. Parti du Kreis 4 un peu après 19h, le cortège a tourné autour de la gare et remonté la Bahnhofstrasse, rue qui vomit le luxe et que la police défend ardemment à chaque manif. Tout un symbole. Personne n'a été inquiété par la police.

Des discours sur la crise du logement ont ponctué la fête. Des critiques contre les méthodes habituellement barbares de la police zurichoise ont été faites, ainsi qu'envers l'attitude ultra-sécuritaire de la droite et de la gauche libérale au pouvoir et leur projet de ville propre criminalisant les immigréEs et les mouvements alternatifs.

Gianfranco Fini, Grand Facho Fini

La presse en a abondamment parlé, des échauffourées ont eu lieu à l'artepage d'Yverdon, puis à Berne, lors de la visite du vice-président (post)fasciste italien Gianfranco Fini. Cherchant à rompre avec son passé fasciste, Fini se présente actuellement comme postfasciste, démocrate de droite classique (!). Pourtant, personnellement présent dans le quartier principal de police lors du G8 à Gènes, il a cautionné les exactions et les tortures, la mort d'un manifestant et l'attaque sauvage de l'école Diaz. Il a aussi donné son nom à la loi Bossi-Fini, une des plus répressives en matière d'immigration. En outre, selon Rai 1, le but de la venue de Fini en Suisse était de rendre visite à Emanuele-Filiberto Di Savoia, petit-fils du roi d'Italie qui avait épaulé Mussolini. A la libération, le roi et sa famille furent exilés, mais le gouvernement Berlusconi fait des démarches pour réhabiliter la famille royale.

Cependant, la focalisation sur Fini ne doit pas éclipser le véritable enjeu de la journée "Voix d'Europe" à Yverdon: la construction de la grande Europe par l'expansion vers l'est. Derrière les beaux discours d'intégration des ex-pays de l'est à l'UE se cachent des politiques semblables à celles du FMI et de la Banque mondiale en Asie et en Afrique.

Pas d'antifascisme sans anticapitalisme!

En ville sans ma voiture

22 septembre: les TL seront gratuits. Prochaine étape, gratuité toute l'année.

Couchepin à Lausanne

Le 12 septembre, le conseiller fédéral ultra-libéral Couchepin défendait le projet de révision de l'assurance-chômage au musée olympique de Lausanne. Un dispositif anti-émeute tenait à distance quelques dizaines de syndicalistes et autres militantEs. Avait-on peur de voir se reproduire les événements d'Yverdon et de Berne?

INTERNATIONAL

NO BORDER, no nation, stop deportation !

Le no border camp de Strasbourg, qui se déroulait du 19 au 28 juillet (l'Okup! n° 27), a été marqué par une répression féroce de toute part: des flics aux députés de la région en passant par attac (cf ci-dessous)! Les soi-disantes violences des manifestations, en fait une joyeuse décoration de la ville et une grève forcée des caméras de surveillance de la ville, ne pouvaient pas plaire à tout le monde... et pourtant combien importantes dans les thèmes du camp. Des gens de l'Europe entière se sont réunis. Il y a eu de nombreux textes écrits, beaucoup d'actions (destruction des hôtels accor, "hébergeurs" des refoulés avant leur renvoi par avion, pillage de supermarchés, manifs,...), beaucoup d'échanges, beaucoup de projets,... Mais la répression a tapé fort: des personnes arrêtées chaque jour, des flashballs tirés à bout portant, et surtout Ahmed: emprisonné depuis le 21 juillet, et jugé le 21 août: 8 mois de prison dont 5 de sursis! La tentative d'intimider le mouvement du no border est extrême. Le soutien à Ahmed, à travers l'Europe a été fort. A Strasbourg, l'occupation des locaux du ministère de la justice s'est soldée par la descente du GIPN (troupe d'élite anti-terroriste): les personnes se sont vuEs accusées de prise d'otage!

Nous exigeons l'abandon de toute poursuite judiciaire contre tous les participantEs au campement no border et exigeons la sortie de l'isolement d'Ahmed ainsi que sa libération.

Destroy fortress europe!

infos supplémentaires:

www.noborder.org, www.ainfos.ca



ATTAC pour le monopole de l'antimondialisation

ATTAC Strasbourg regrette que l'utilisation du terme antimondialisation, pour qualifier le collectif NoBorder, crée un amalgame. L'association strasbourgeoise tient à préciser qu'elle n'a aucune sorte de relation avec le collectif dont les DNA ont relaté les scandaleux méfaits ces derniers jours (Dernières Nouvelles d'Alsace, 25.07.02).

Göteborg

Un jeune homme de 22 ans de Stockholm a été condamné à 5 ans de prison. C'est le verdict le plus lourd faisant suite au sommet de l'Union Européenne à Göteborg en 2001. Un appel est en cours.

Il y a encore cinq personnes en prison, 2 Allemands, 1 Danois et 2 Suédois.

le Geometrie della Memoria

Réflexions sur le sommet du G8

Une exposition proposée par l'Association pour la Géométrie appliquée et le comité Anti-OMC de Berne d'après un concept artistique de Pino Scuro.

Tous les jours, du 15 septembre au 5 octobre, de 10h à 22h.

Reithalle, Berne (à côté de la gare)

www.memoria.ch

A Gênes, en juillet 2001, les ministres des sept puissances les plus industrielles et la Russie se sont réunis sous prétexte d'améliorer le monde. Mais pour ce faire, ils n'ont pas hésité à se doter d'un appareil policier et militaire répressif, qui a connu son point culminant avec l'assassinat d'un jeune manifestant.

Projet artistique et politique, "Le Geometrie della memoria" a été réalisée en mémoire de ces faits, trop graves pour être oubliés. L'installation multimédia prendra place dans un espace de 1500 m2 et sera animée de grands objets stimulant l'ensemble des cinq sens.

Sa 14.09.

Manifestation nationale à Berne contre le World Economic Forum,

qui tiendra sa rencontre européenne à Salzbourg, Autriche, du 16 au 17 septembre; des grandes mobilisations sont aussi prévues à Salzbourg.

Le soir fête à la Reithalle avec le groupe basque Sagarroi.

"Preuve générale" de l'exposition, entrée libre pour les manifestantEs

Di 15.09.

Vernissage de l'exposition

Ma 17.09.

le WEF et la Globalisation - que se passe-t-il dans l'Europe de l'Est, soirée avec Alain Kessi, Sofia/Zürich (en allemand)

Ve 20.09.

Projection: "Solo Limoni" - Gênes, Juillet 2001. Une vidéo-poésie en 13 épisodes. Mise en scène: Giacomo Verde, en collaboration avec Uliziano Balestrini, Lello Voce et d'autres artistes italiennes

Soirée en présence du metteur en scène; en italien

Sa 21.09.

Palestine: Création d'un centre de médias indépendants à Ramallah; soirée avec des activistes d'Indymedia Italie de retour de Ramallah. En anglais et allemand

Di 22.09.

(probablement dans le Giardino del popolo): studio de votation à propos de la Loi sur le marché d'Electricité (détails à suivre)

Di 22.09.

(probablement à Berne:) rencontre européenne d'Indymedia

21./22.09.

vidéo et activisme: atelier avec Candida, collectif de Rome; 1ère partie en anglais/italien/allemand

Lu 23.09.

"L'art controversé - est-ce qu'il existe un art politique?" Débat avec des artistes et des experts des sciences de l'art.

Je 26.09.

Les entreprises multinationales et le nouveau colonialisme:

Informations à propos des activités d'entreprises membres du WEF en Amérique Latine, campagne pour le boycott de Nestlé et Coca Cola

Ve 27.09.

débat sur les "formes d'actions"; avec des représentants de collectifs de théâtre et d'autres activistes du mouvement (p.ex. Pink&Silver, coordination anti-OMC, Revolutionärer Aufbau...); en allemand

Sa 28.09.

discussion ouverte sur les "forums sociaux"; en charge des groupes anti-OMC Lausanne et Genève; en français et allemand

28/29.09.

ateliers de théâtre: théâtre des opprimés (Berlin) Pink&Silver / Tactical Frivolity (Berlin)

28/29.09.

vidéo et activisme: atelier avec Candida, collectif de Rome; 2ème partie en anglais/italien/allemand

Me 01.10.

Art d'affiches politiques; avec HSK 15 (Berlin), éditeurs du livre

Me 02.10.

Projection "le secret sanglant de l'Etat italien" - Dario Fò accuse. B. Pfletschinger, C. Bredenbrock, D/I 2001, 45 min.; en italien/allemand

Je 03.10.

violations des droits de l'homme lors du sommet du G8 à Gênes: Les membres de la Commission Internationale d'Investigation présentent leurs résultats

Ve 04.10.

La mort de Carlo Giuliani Rencontre avec des membres de la Commission Internationale Projection du film "Carlo Giuliani, ragazzo", Cristina Comencini, Italie 02

Sa 05.10.

finissage avec un Tribunal Populaire contre les responsables politiques des événements du G8; avec des témoins de la Volxtheaterkarawane et autres; dramaturgie: Samuel Schwarz, 400asa (détails à suivre)

Les activités de l'espace autogéré ne reprendront qu'en octobre (pour cause de vacances, de travaux et de discussions). A bientôt dans l'espace.

La reprise c'est...

la gueule de bois assurée !!!

(toute ressemblance avec une pub de la SGA fortuite)

L'Oasis fête 1 année d'occupation

Jeudi 19.09: repas (20h30), puis concerts:

Wojciech, Rot, Pignation

Vendredi 20.09: Footennis en double (16h), film sur les Roadprotests (19h), concert Oskar, musette-rock-disco (22h)

Samedi 21.09: 15h, Footennis en simple, fresque, La ferme des animaux d'Orwell, pacific grill. 22h: Cabaret, amène tes idées Dimanche 21.09: Brunch, atelier lait de soja (14h)

CF Ramuz 4, Pully-Lozan

3^e festival antifasciste à L'Usine

Une cinquantaine de concerts punk-ska-oi, des projections, expos, tables de presse, distro DIY,...

Du 17 au 21 octobre 2002 à Genève

www.falaises.ch/rudeboysunity/festival 2002

A lire absolument

Jean-Pierre Levaray, PUTAIN D'USINE, Ed. L'insomniaque, 63, rue de Saint-Mandé, F- 93100 Montreuil.

Court, efficace et pas cher, pour celles et ceux qui nourriront encore quelque illusion sur le monde du travail. Militant anarchiste, diffuseur de rock alternatif, Levaray travaille depuis des années dans la région de Rouen dans une usine chimique du même type que celle d'AZF qui avait explosé à Toulouse en septembre 2001.

Une nouvelle émission pour et par les prisonniers

Réalisée par le collectif Scil'baro à Genève, cette émission radio d'une heure aura lieu les 1ers et 3ème lundi du mois à 1h, 7h et 13h, sur Radio Zones (93.8 FM), avec rediffusion le lendemain. Le champ d'émission couvre les pénitenciers d'une partie de la suisse romande (Genève, Morges). RéuniEs autour d'une réflexion commune sur le monde carcéral et le rôle de la prison dans notre société, le collectif désire briser le silence qui règne sur le milieu pénitentiaire. Permanence tous les jours entre 18h et 20h au 079/688'84'25. Scil'baro, Lissignol 8, 1201 Genève. Email: scilbaro@caramail.com